le dimanche 13 juin

Bouge l'Europe!

Qu'est-ce qu'on attend pour faire l'Europe?
Pas celle des marchés financiers et de la bureaucratie, mais celle de l'emploi, de la justice sociale, des services publics, celle du partage, des échanges et de la paix.
Les communistes, des hommes et des femmes du mouvement associatif et syndical, des féministes et des jeunes, des chômeurs et des artistes s'engagent.
Ces candidates et candidats sont aux couleurs de la vie réelle. Différents. Rassemblés dans le refus du «libéralisme» et la volonté de faire du neuf. Décidés à écouter, proposer, agir.
L'Europe est un besoin. Le dimanche 13 juin, bougeons-la!



la liste conduite par

Robert Hue

Pourquoi



Vous êtes nombreux à avoir le sentiment de ne pas être entendus. A douter, aussi, de la capacité des « politiques » à changer le cours des choses. Pourtant, vous avez tant à dire ! La liste *Bouge l'Europe !* est née du besoin de faire de la politique autrement. Elle entend porter un message neuf. Celui, bien sûr, du Parti communiste. Celui des mouvements civiques et sociaux. Du féminisme. De la jeunesse. Le message de celles et ceux qui veulent être écoutés, respectés. Ensemble, essayons de le faire entendre le plus fort possible par le vote du 13 juin. Robert Hue

Geneviève Fraisse

Egalité des sexes, la démocratie réussie

Geneviève Fraisse, 50 ans, philosophe, directrice de recherche au CNRS, ancienne déléguée interministérielle aux Droits des femmes.

« Le combat féministe vise un objectif : l'égalité des sexes aux niveaux politique, social, économique. Dans certaines régions du monde, il passe par la lutte pour la liberté des femmes. L'égalité des sexes est une question éminemment politique : comment parler de démocratie si les hommes et les femmes ne sont pas égaux entre eux ? La domination masculine n'est pas seulement culturelle, l'oppression des femmes n'est pas seulement sociale.

La mixité, vecteur de transformations

Je ne crois pas que les femmes portent, par essence, des "valeurs féminines". Mais une assemblée mixte ne ressemble pas à une assemblée d'hommes et la mixité peut transformer la vie politique et sociale. Par ailleurs, le nombre de femmes qui prennent la parole donne évidemment une autre ampleur à tout débat. Cela a été le cas pour celui concernant la parité, où les femmes ont été nombreuses à s'exprimer, et à confronter leurs désaccords. Nous sommes là sortis du principe d'exception, de la figure féminine unique.

Pour des mesures concrètes

On ne produit pas d'égalité sans contrainte et l'Etat doit donner l'exemple sur le champ fondamental de l'égalité professionnelle. Mais l'égalité par le haut, c'est-à-dire par la parité, peut-elle déclencher l'égalité pour toutes ? Cette logique est-elle une vraie logique politique ? Nous verrons. Pour l'instant, il est indéniable que le combat pour la parité a réactivé les questions d'égalité des sexes dans tous les domaines... »



Aline Pailler

La contagion démocratique

La citoyenneté existe, Aline Pailler l'a rencontrée au Parlement européen. A condition, ajoute-t-elle, de bien débroussailler les espaces à investir. Illustration avec le rapport de la députée sortante sur les droits de l'Homme. Une occasion pour « l'Europe de regarder devant sa porte : les sans-papiers, les prisons, les droits syndicaux, le droit à la culture, à l'environnement ». Un travail élaboré en amont et qui « continue à vivre », selon Aline Pailler, citant ces ONG et ces avocats qui s'emparent d'un aspect du rapport pour enrichir leur dossier. Aline Pailler pourrait aussi parler des inter-groupes qui permettent à des députés de déblayer le terrain sur un thème précis.



Aline Pailler, 45 ans, journaliste, députée européenne.

« Je suis avec Robert Hue parce que j'ai confiance en lui, qu'il est du côté des plus démunis et qu'il protège les gens sans défense. »

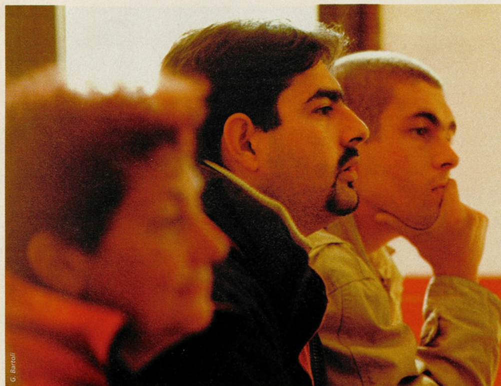
Roger Hanin



S. Arnal

Roger Hanin

voter ?



« Proximité », « terrain », « citoyenneté »

... Autant de mots désormais à la mode dans le discours de la politique, tant le fossé s'est creusé entre celle-ci et la société. Bouge l'Europe! ne fait pas que parler de ce divorce entre la politique et la vie. Elle est la liste qui prend ce problème à bras-le-corps. En instituant la « double parité » : hommes et femmes ; communistes et autres actrices et acteurs des mouvements civiques et sociaux. En faisant en sorte que, demain, Le Pen et Mégret - s'ils sont élus - trouvent face à eux, au Parlement européen, Fodé Sylla et Yasmine Boudjenah, qui peut être la plus jeune élue européenne. En privilégiant, lors de toute initiative - de la plus grande à la plus modeste, dans un quartier ou une entreprise - le contact direct, l'expression de la parole citoyenne. Ni « meeting » ni langue de bois : partout, l'écoute, la rencontre, l'échange d'idées branché sur les préoccupations les plus essentielles.

Michela Frigiolini

Michela Frigiolini, 30 ans, est Italienne, émigrée en France en 1990 et pendant plusieurs années militante d'Act Up.
Pour elle, la liste *Bouge l'Europe!*, en présentant « une candidate s'affirmant comme lesbienne, reconnaît la légitimité du combat des homosexuels ». C'est toute la différence avec la « tolérance » affichée ailleurs et qui, en aucun cas, n'empêche « des abrutis de dire que reconnaître l'homosexualité revient à légitimer une dérive ».
En réalité, pour Michela, la reconnaissance passe par « des actes juridiques créateurs de symboles ». Le Pacs a ainsi « placé la France dans une démarche de progrès qui ouvre de nouveaux débats sur l'égalité des droits ». Et « d'autres symboles forts doivent être émis par l'Etat ».

M. Kriegel-Valrimont

Maurice Kriegel-Valrimont, 85 ans, résistant et député honoraire, « retient le fait qu'avoir écarté des hommes et des femmes comme moi avait été une erreur préjudiciable au mouvement de libération. Ces termes nouveaux comportent la condamnation du stalinisme, l'affirmation des erreurs commises et la nécessité de ne plus jamais les reproduire. Ma présence sur cette liste veut dire que j'encourage cette démarche qui comporte une possibilité d'ouverture de la gauche dans son ensemble, une possibilité pour la gauche d'augmenter sa zone d'influence contre la droite et l'extrême droite ».

Eugène-Henri Moré

Le devoir d'ingérence citoyenne

Eugène-Henri Moré, 30 ans, président d'Agir autrement, réseau citoyen dans les quartiers.

« C'est en général très facile de mettre des gens sur une liste ; c'est moins facile de leur donner la parole. Or, avec cette liste, la parole, les gens des quartiers peuvent la prendre. Et tout ce que je fais maintenant, c'est aussi pour après le 13 juin. Si on est élu, c'est parce qu'on a agi auparavant. Mais, attention, on ne peut pas dire aux gens : "Vous, vous vous battez et, moi, je vais diriger"... Au début, on disait des affaires municipales qu'elles n'étaient pas de notre ressort. Depuis, ça a bougé. L'ingérence citoyenne permet que le débat ne soit pas biaisé, que la démocratie représentative ne soit pas un leurre. Au Parlement européen aussi. »



Bouge l'Europe! propose

« Notre liste atteste qu'il est possible que des personnes qui exercent un métier, travaillent et créent, qui s'impliquent dans une association, un syndicat, un comité une œuvre, fassent, un moment de leur vie, de la politique... Son succès voudra dire : il y a des citoyens résolus à ne laisser qui que ce soit - fût-ce la gauche plurielle - décider et gouverner seul ; des citoyens attentifs à proposer, orienter, peser, inventer au plus près des luttes, des solitudes, des inquiétudes et des rêves des gens. »
Le Manifeste des 87 candidates et candidats

Le choix du féminisme

- Adopter systématiquement la parité homme-femme dans la vie politique nationale et européenne.
- Garantir l'égalité des sexes dans toutes les décisions nationales et européennes, notamment dans l'emploi (salaires, conditions de travail, carrière, accès aux responsabilités, à la formation et aux qualifications).

Droits des jeunes

- Permettre aux jeunes de peser directement sur la politique. Notre liste est forte de 14 jeunes candidats dont certains seront élus au Parlement européen.
- Etablir des clauses européennes pour interdire les discriminations sexistes et racistes à l'embauche et dans tous les aspects de la vie.
- Chiffrer dès le niveau local les intentions d'un « nouveau départ » adoptées lors du Sommet de Luxembourg et rendre ces objectifs d'emploi et de formation contraignants et contrôlables par les jeunes et les citoyens.
- Relever le nombre et le montant des bourses pour permettre à tous les étudiants d'effectuer une période de leurs études en Europe. Ouvrir le système éducatif aux échanges et aux coopérations.

Place aux citoyens

- Garantir le droit au référendum précédé de larges débats nationaux et européens sur les grands enjeux. Développer des droits d'information et de transparence concernant les décisions européennes.
- Créer un droit de pétition donnant, à partir d'un seuil de signatures, des pouvoirs dans l'élaboration des choix européens.

Transparence

- Attribuer au Parlement européen un véritable pouvoir d'initiative et de contrôle sur la Commission, sur la Banque centrale européenne et sur l'ensemble des institutions non élues.
- Associer les Parlements nationaux aux débats sur les enjeux européens et leur donner le pouvoir de mandater le gouvernement sur les orientations à défendre au sein du Conseil européen.
- Fixer en Conseil européen les orientations politiques de l'Union européenne. Maintenir le droit de veto existant au Conseil européen qui permet à chaque peuple de préserver sa liberté.
- Réduire les pouvoirs dont dispose la Commission de Bruxelles, notamment dans les domaines de la concurrence et de la politique commerciale.

L'Europe qu'o



L'Europe est devenue notre quotidien. Ainsi, on sait combien le Pacte européen de stabilité pèse sur le Budget et les dépenses sociales. Songeons aussi à ce que pourrait apporter une harmonisation vers le haut des lois sociales. Politique de tout gouvernement et choix européens sont désormais liés. La liste *Bouge l'Europe!*, profondément antilibérale et profondément européenne, se donne pour objectif d'ancrer l'Europe et la France à gauche. Votre vote du 13 juin peut contribuer tout à la fois à un nouvel élan pour le changement en France et à ce que l'Europe se donne pour priorités absolues l'emploi, les urgences sociales, les services publics et non plus les exigences des marchés financiers. **Robert Hue**

Le chantier de l'Europe sociale

Philippe Herzog

59 ans, économiste, professeur d'université (Paris-X, Nanterre), député européen.

« Les gouvernements nationaux ont fabriqué un grand marché sans imposer de discipline sociale et fiscale aux capitaux financiers et aux multinationales. Chaque peuple européen craint que si l'Europe intervient, ce soit à son détriment. Pourtant, la conscience progresse du besoin de solidarités plus fortes entre Européens, pas simplement pour défendre des acquis mais pour améliorer les modèles sociaux. Construire une Europe sociale nécessite une grande ambition politique avec la promotion de projets communs de société tels qu'un nouveau type de plein-emploi et une sécurité de formation et d'emploi pour chacun. Cela appelle une refondation de l'Union économique et monétaire avec notamment la taxation des capitaux financiers et des politiques communes de croissance. Pour y parvenir, il faudra, à mon avis, que les nations acceptent de s'associer dans une fédération européenne. »

Maxime Gremetz

58 ans, ouvrier métallurgiste, responsable national du PCF, député de la Somme.

« On avait promis avec l'Europe la création de millions d'emplois. Or, l'Europe libérale se traduit aujourd'hui par 18 millions de chômeurs, 50 millions de pauvres, une immense précarité. L'Europe sociale reste à faire. Cela suppose que notre continent ne subisse plus la domination des marchés financiers et que soit mis un terme à la toute-puissance de la Banque centrale européenne. Les peuples souffrent des mêmes maux, ils doivent être solidaires pour combattre l'Europe des banquiers et des marchands de canons! Cela a toujours fait partie de l'idéal communiste. Chaque avancée dans un pays peut contribuer au progrès partout. En France, par exemple, nous sommes en avance, malgré les attaques dont ils sont l'objet, sur les revenus minimums, sur la protection sociale, sur les services publics. Il ne s'agit pas d'exporter un modèle, mais de faire converger les luttes à partir de ce qui se fait de mieux dans chaque pays. Bref, d'harmoniser par le haut. »

« Cette liste est le signe d'ouverture du parti à des gens qui ne sont pas forcément du même avis sur tout mais qui peuvent travailler ensemble. »

Jean Ferrat



Fodé Sylla

36 ans, président de la Fédération internationale de SOS-Racisme.

« Je suis partisan d'une Europe dotée d'un statut juridique des étrangers, comprenant notamment le droit de vote, le droit du sol intégral, l'accueil de tous les réfugiés politiques. La régularisation par la France des 70 000 sans-papiers restants serait un signal fort adressé à toute l'Europe.
Pour lutter contre la montée de la xénophobie, nous devons privilégier le travail de coordination des principales forces antiracistes et antifascistes ainsi que les euromanifestations. Sur le plan juridique, nous devons impulser une harmonisation des législations antiracistes européennes, afin notamment que Le Pen ne puisse être moins lourdement condamné en France qu'en Allemagne pour des propos ouvertement négationistes. »

La droite en embuscade

La droite se présente divisée lors de ces élections. Méfions-nous pour autant de l'ironie à l'égard de Sarkozy-Madelin/Bayrou, Pasqua. Alors qu'elle se prépare à additionner ses voix et que ses passerelles avec l'extrême droite se multiplient, la droite cherche à faire du 13 juin une étape vers sa revanche. Danger!

« Souverainiste » ou « fédéraliste »?
Pasqua se dit « souverainiste », Bayrou « fédéraliste ». Type-même de débat faussé. « Souverainisme »? La souveraineté, c'est-à-dire la liberté de chaque peuple de choisir son destin est un droit inaliénable. En faire un rempart contre les coopérations, c'est l'archaïsme absolu. Dériver jusqu'au nationalisme à la Le Pen/Mégret, c'est encourager un fléau dont la nature monstrueuse se révèle au Kosovo. « Fédéralisme »? Si on entend par là centralisation des pouvoirs au sommet, à l'image de la Banque centrale européenne, organe fédéral par excellence, on voit où cela conduit. Pour répondre aux besoins de ses peuples, l'Europe doit devenir une union de nations solidaires s'appuyant sur l'intervention citoyenne.

on veut


S. Delcour

« Ma bataille est celle de l'intelligence. Le marché, c'est la guerre, donc la mort des poètes, des femmes, des bâtisseurs. »

Anne Delbée

Sylviane Ainardi

Le vote qui va peser à gauche

Sylviane Ainardi, 51 ans, éducatrice spécialisée, dirigeante nationale du PCF, députée européenne.

La politique du gouvernement, ce n'est pas ce que voudrait et ferait la droite. Pour autant, ça ne fait pas le compte! Les privatisations s'accélèrent, les plans sociaux se poursuivent, la croissance est revue à la baisse, le budget prône la rigueur, la retraite est montrée du doigt... Décidément, il faut un nouveau souffle à l'action du gouvernement. C'est précisément à quoi peut contribuer un bon résultat de la liste *Bouge l'Europe!* le 13 juin. Celles et ceux qui veulent qu'on résiste à une dérive «sociale-libérale», qu'on ancre davantage le changement à gauche auront ainsi plus de poids. Treize gouvernements sur quinze sont socialistes. Pourtant, il y a au Parlement européen une pratique permanente du consensus entre les deux grands groupes, démocrate-chrétien et socialiste. En se donnant un fort groupe de gauche progressiste, on pourrait créer les conditions d'un véritable clivage droite/gauche indispensable à la clarté du combat pour une Europe sociale et démocratique.

Nicole Delepine

La santé à plein régime

Nicole Delepine, 53 ans, cancérologue pédiatre, responsable de la structure de cancérologie de l'adolescent de l'APHP (hôpital Avicenne, Seine-Saint-Denis).

Cancérologue-pédiatre à l'hôpital Avicenne de Bobigny, Nicole Delepine fustige les paralysies au sommet qui vont de pair avec le rationnement des soins : des chefs de service à la fois médecins, chercheurs, enseignants et gestionnaires, des formations qui tiennent l'exercice clinique pour quantité négligeable, des chantiers surréalistes déconnectés des malades, comme par exemple le nouvel hôpital Georges-Pompidou... « Le déficit de la santé est structurel », lâche Nicole Delepine, qui ne veut en aucun cas réduire son combat à une dérisoire bataille contre les mandarins. Et l'Europe dans tout ça? Une obsession pour Nicole Delepine, révulsée par le modèle britannique vanté de toutes parts : « Là-bas, ils attendent deux ans pour une prothèse de hanche, si bien qu'ils sont obligés de venir se faire soigner en France... C'est ça qu'on veut pour l'Europe? »

Bouge l'Europe! propose

« Nous affirmons que c'est à partir des exigences du mouvement civique et social - en France et dans les autres pays européens - qu'il faut réorienter la construction européenne. Priorité à l'emploi, au progrès humain, à l'égalité, au bonheur des personnes et à l'épanouissement des peuples, plutôt que priorité aux marchés financiers. Justice et efficacité pour la société plutôt que rentabilité aveugle des capitaux. C'est une haute ambition pour l'Europe. Celle du développement de ses atouts, de l'harmonisation "par le haut" de ses acquis, de la promotion du droit social des pays les plus avancés. »
Le Manifeste des 87 candidates et candidats

Faire confiance au mouvement social

• Faire confiance à sa capacité d'intervention, de mobilisation, de lutte, de résistance et d'élaboration de propositions concrètes.
• Elargir les droits des salariés et du mouvement social et syndical. Rôle accru du Comité économique et social européen, avec un droit d'alerte.
• Généraliser les comités de groupes européens avec des pouvoirs réels sur la gestion des entreprises. Ne plus permettre de nouveaux Vilvorde.
• Lancer des Etats généraux pour l'Europe sociale afin de consulter tous les acteurs sociaux et de leur permettre de peser sur les orientations nationales et européennes.

Sécurité d'emploi et de formation

• Faire reculer massivement le chômage et l'exclusion en assurant à chacune et à chacun un bon emploi et/ou une bonne formation rémunérée.
• Adopter un programme d'action contre la précarité : conversion de tous les emplois précaires en emplois stables.
• Refuser les délocalisations d'entreprises ayant bénéficié de fonds publics.
• Garantir pour chaque jeune l'accès à une formation débouchant sur une qualification reconnue. Mise en œuvre d'un plan européen de formation et d'insertion professionnelle avec les moyens nécessaires. Rompre avec les logiques de réductions budgétaires et de gel de l'emploi public. Associer les jeunes à l'orientation et à la gestion de ces actions.

Réorienter la politique économique

• Mettre en cause le Pacte de stabilité monétaire et d'austérité budgétaire qui étouffe la croissance. S'engager sur un Pacte pour l'emploi, la formation et la croissance.
• Relancer la croissance avec une expansion budgétaire pour l'éducation, la recherche, la santé, le logement social.
• Redéfinir les missions et les pouvoirs de la Banque centrale européenne, pour obliger l'euro et la politique monétaire à financer l'emploi et la croissance.

Avancer vers le progrès social

• Réussir en France et engager partout la réduction du temps de travail sans diminution de salaires et avec les embauches correspondantes.
• Instaurer dans chaque pays un salaire minimum garanti.
• Harmoniser par le haut les systèmes de protection sociale, de santé et de retraites.

Préserver les services et les entreprises publics

• Mobiliser des financements nouveaux et stopper toutes les privatisations et les déréglementations.
• Reconnaître pleinement dans toute l'Europe l'existence des services publics. Ecarter toute tentation de « service minimum ». Privilégier l'intérêt général sur la concurrence.
• Constituer un pôle public et social des banques et des institutions financières en France et en Europe pour financer l'emploi et la formation.

Combattre toutes les exclusions et les discriminations

• Adopter des droits nouveaux contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, l'homophobie et le sexisme.
• Attribuer le droit de vote pour tous les résidents étrangers aux élections locales et européennes. Décider l'abolition de la double peine, la régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande. Respecter le droit d'asile, la libre circulation des hommes et des femmes dans l'Union européenne.
• Lutter contre le sida en doublant les financements européens de la lutte contre la pandémie.

L'exception culturelle

• Faire respecter, en matière de culture, un pluralisme vivant et la liberté d'expression.

Un environnement équilibré

• Donner la priorité au développement durable.
• Convoquer une conférence européenne pour suivre les engagements de la Conférence de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre.
• Créer un Comité de suivi citoyen de la mise en œuvre du Plan Bleu (2000-2005) européen pour la protection de la Méditerranée.

Politique agricole commune

• Réorienter la PAC pour permettre l'augmentation du revenu agricole à partir d'une politique de prix rémunérant le travail et les investissements agricoles.

L'argent au service de la solidarité

• Réorienter les capitaux financiers et spéculatifs vers le financement du développement social et humain : taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs (type Taxe Tobin).
• Mobiliser de manière nouvelle les moyens financiers (fonds structurels...) de l'Union européenne pour accroître les solidarités de développement.
• Mobiliser la Banque européenne d'investissement (BEI) pour stimuler le crédit en faveur de l'emploi.

Propos croisés

Faire confiance au mouvement social


Malika Zediri


François Desanti
38 ans tous les deux, responsables de comités ou associations de chômeurs et de lutte contre l'exclusion

Derrière le mot «social»

Pour Malika Zediri, la liste conduite par Robert Hue, « ce n'est pas une liste d'ouverture, c'est une liste de bon sens dans une société qui va dans le mauvais. La politique n'est pas un monde à part : c'est de notre vie qu'il s'agit. Finalement, l'abstention arrange beaucoup de monde : pas nous ! ». Pour François Desanti, «cette liste nous permet de nous faire entendre, mais ce n'est pas un synonyme de chèque en blanc. Je suis aujourd'hui syndicaliste, je le serai encore après les élections européennes». Pour tous les deux : «Nous faisons partie d'associations et de syndicats indépendants, mais indépendants ne veut pas dire neutres. Nous sommes des citoyens antifascistes, antiracistes qui voulons nous investir avec plaisir et espoir dans une autre construction de l'Europe.» «L'Europe sociale ? Tout le monde en parle, même Madelin ! Mais pour nous, les mots ont une signification. Derrière le mot "Europe", j'entends un continent où chaque homme et chaque femme ait une vraie place, ait la possibilité d'avoir une vraie vie pour un vrai futur. Derrière le mot "social", je mets les milliards de francs qui valsent en Bourse et en face les millions de gens qui crèvent la dalle. Derrière le mot "social", je demande un héritage légitime à ceux qui détiennent tout et qui ne partagent rien.» Cela pourrait être de Malika ou de François, tous deux responsables de mouvements de chômeurs qui ont marqué les réalités et les esprits l'année dernière, et qui parlent d'une même voix : celle de la dignité.


Denis Cohen
45 ans, technicien EDF, syndicaliste

Enfin !

«Comment pourrais-je me sentir mal à l'aise dans une liste qui s'inscrit pleinement dans la volonté de changer l'Europe, de lui donner un contenu plus social et démocratique ? A la CGT, où ma décision a largement été discutée, on ne souhaite pas remettre en cause notre indépendance, mais j'ai bien senti que l'ensemble de l'organisation s'est réjouie de voir nos revendications prendre une dimension européenne...

EDF et GDF sont des entreprises qui sont uniques au monde. Est-ce qu'on fait l'Europe au détriment de leur apport original ou est-ce qu'on considère la chance qu'elles représentent? Les services publics, c'est comme nos fromages et nos vins, ils font partie de la France. Il n'y a pas de raison pour qu'ils ne soient pas pris en compte comme une donnée sociale indispensable à la construction européenne.»


Michel Deschamps
59 ans, secrétaire général de la FSU jusqu'en mars dernier

Objectif social

«Lors de mes premières rencontres, des enseignants ont eu peur que je serve à "blanchir" le gouvernement. J'insiste sur le fait que ma démarche est indépendante. J'ai rendu mon mandat de secrétaire général de la FSU. Je n'amène pas les enseignants, mais mes idées de syndicaliste. Je défends mes valeurs et les mêmes revendications qu'hier. Ma parole est libre et je compte bien l'utiliser, depuis les rencontres publiques de cette campagne jusqu'au Parlement européen !

Le mouvement social a toujours été méfiant face à la construction européenne - à juste raison puisque cette construction s'est faite sans eux. Aujourd'hui, dans nos syndicats, les questions européennes font partie de l'activité à part entière. Comment aborder des dossiers aussi importants que les échanges entre jeunes, les équivalences de diplômes, l'insertion professionnelle sans leur donner leur dimension européenne ?

Les "grands travaux" européens ne doivent pas être faits que de béton !»


Géraldine Souloumiac
28 ans, doctorante en sociologie, syndicaliste étudiante

Est-ce que l'Europe doit faire peur?

«L'Europe est une chance qu'il faut saisir. Grâce à un programme européen, j'ai pu partir six mois en Hongrie pour mes études. Ça aussi, c'est l'Europe. Les échanges entre les universités européennes sont à encourager. Dire non à certaines directives européennes ultralibérales ne doit pas nous empêcher de soutenir et développer les projets qui vont dans le bon sens.

Grâce à la mobilisation des salariés de l'électricité et aux amendements des députés communistes à l'Assemblée nationale, le droit à l'électricité pour tous a été inscrit dans la loi. La mission de la liste *Bouge l'Europe !* est d'être à l'écoute des syndicats et des associations.»



M. Muratet

La paix



La tragédie qui secoue les Balkans a été un échec pour l'Europe. Pour empêcher l'abominable « épuration ethnique », la guerre, comme je l'ai dit au nom du Parti communiste depuis le début des bombardements, ne règle rien. Elle aggrave au contraire tous les problèmes, tous les drames. Seul le poison du nationalisme en profite. Le cœur et la raison commandent donc de substituer un engrenage de paix à l'engrenage de guerre. Il ne faut perdre aucune occasion, si mince soit-elle, de faire prévaloir une solution diplomatique, politique, sous l'égide de l'ONU. Le vote pour la liste *Bouge l'Europe !* peut peser efficacement en faveur d'une Europe de l'entente et de la solidarité, d'une Europe qui soit une puissance pacifique, ouverte au monde, capable d'agir sans tutelle américaine. Robert Hue

Yasmine Boudjenah

Plein sud

Yasmine Boudjenah, 28 ans, doctorante en économie, animatrice de l'Appel du Petit Prince, réseau de solidarité avec l'Algérie.

Pour Yasmine Boudjenah, « il y a urgence à s'extraire des rapports de domination qui prévalent entre l'Union européenne et les pays de la rive sud de la Méditerranée. L'Europe ne doit pas se constituer en une forteresse où les frontières ouvertes entre les Etats qui la composent seraient de plus en plus fermées au Sud. Il y a beaucoup d'énergie à dépenser pour établir avec ces pays un vrai dialogue sur un pied d'égalité afin de favoriser concrètement leur développement. Il faut passer aux actes. Beaucoup de forces n'attendent que ça, dans ces pays et en Europe. Alors, poussons ! ».

Roland Castro

De Bonn à Rome

Roland Castro, 58 ans, architecte.

« Le tropisme du sud-est pour l'Europe beaucoup plus charnel que l'attraction du Nord », pour Roland Castro. Au point qu'il considère que "le premier voyage d'un député européen devrait se faire plutôt à Rome qu'à Bonn". L'Europe doit jouer un rôle hors des pays les plus riches, pour être, non pas un simple marché, mais une force qui croise ce qu'il y a de meilleur dans les cultures en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient. Ainsi, l'Europe pourra montrer que la guerre de tous contre tous n'est pas inéluctable. »



Reuter/A. Celi

«En ces temps si secs à la fraternité de l'homme pour l'homme, la sirène de l'injustice continue à hurler sur toute la planète et les poings se crispent.»

Jean Vautrin

Francis Wurtz

Une Europe adulte

Francis Wurtz, 51 ans, enseignant, responsable national du PCF, député européen sortant.

« On ne s'imagine pas à quel point l'Europe est attendue en dehors même de l'Europe ! Les pays en voie de développement comptent sur elle pour s'émanciper des rapports de domination sur lesquels le monde actuel repose.

Tout le monde parle de l'Europe, mais qui veut vraiment la faire ? Le traité de Maastricht prévoit qu'une défense européenne s'inscrirait dans le cadre de l'OTAN, c'est-à-dire sous domination américaine. Nous sommes pour une véritable coopération européenne sur les questions de sécurité et de paix. Premièrement, il faut favoriser la prévention des crises et des conflits, et l'Europe, avec l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe qui existe depuis 25 ans, sait faire ça bien mieux que les Etats-Unis ! Deuxièmement, il faut miser sur les forces démocratiques et pas seulement sur les diplomates et les chancelleries. L'a-t-on suffisamment fait avec les forces antinationalistes en ex-Yougoslavie ? Troisièmement, s'il faut intervenir militairement pour le maintien de la paix, l'Europe doit le faire sur ses valeurs propres, sous l'égide de l'ONU et pas de l'OTAN qui n'a plus de raison d'être depuis la fin de la guerre froide. Cela sera un des grands débats que les nouveaux députés européens auront à traiter. »

Bouge l'Europe !

propose

« La France, le monde ont aujourd'hui besoin d'Europe. Pas d'une Europe-jungle, où tout commence par des rapports de forces pour finir par des rapports d'argent. Mais d'une vraie communauté de peuples et de nations où l'on ait envie d'être et de construire ensemble et à égalité. Et d'une puissance pacifique sachant tenir tête à l'empire américain en "mondialisant" un tout autre message : celui de la prospérité partagée, de la solidarité et du droit, du rôle reconnu des femmes dans la société et la politique, d'une modernisation conjuguée au progrès humain. »

Le Manifeste des 87 candidates et candidats


• Affirmer une Europe des solidarités contre les nationalismes, pour favoriser la souveraineté des peuples face à la superpuissance américaine.


• Construire l'Union européenne comme une Union de nations solidaires qui décident librement de résoudre ensemble les défis du troisième millénaire.


• Agir pour l'union, la solidarité et le développement sur le continent européen pour sortir de la tragédie des Balkans. Coordonner les politiques et les moyens de défense et de sécurité, sous l'égide de l'ONU et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).


• Organiser une conférence européenne pour la paix, la sécurité et la reconstruction dans les Balkans.


• Etablir des partenariats de développement et non le libre-échange avec les pays du Sud et de la Méditerranée.


• Promouvoir les droits des peuples des DOM-TOM et ouvrir avec eux le dialogue concernant le droit à l'autodétermination et les évolutions institutionnelles auxquels ils aspirent.


• Supprimer au sein de l'Union européenne les paradis fiscaux et bancaires pour combattre le blanchiment de l'argent sale et les activités mafieuses.

La liste *Bouge l'Europe!*

1. ROBERT HUE
52 ans, secrétaire national du Parti communiste français.

2. GENEVIÈVE FRAISSE
50 ans, philosophe, directrice de recherche au CNRS, ancienne déléguée interministérielle aux Droits des femmes.

3. YASMINE BOUDJENAH
28 ans, doctorante en économie, animatrice de l'Appel du Petit Prince, réseau de solidarité avec l'Algérie.

4. FRANCIS WURTZ
51 ans, enseignant, responsable national du PCF, député européen.

5. FODÉ SYLLA
36 ans, écrivain, président de la Fédération internationale de SOS-Racisme.

6. SYLVIANE AINARDI
51 ans, éducatrice spécialisée, responsable nationale du PCF, députée européenne.

7. PHILIPPE HERZOG
59 ans, économiste, professeur d'université (Paris-X Nanterre), député européen.

8. MANUELA GOMEZ
42 ans, employée, responsable du PCF en Haute-Savoie.

9. ALINE PAILLER
43 ans, journaliste, députée européenne.

10. SYLVIE JAN
46 ans, journaliste, responsable nationale et internationale d'association féministe.

11. MICHEL DESCHAMPS
59 ans, enseignant, militant syndical.

12. NADIA AMIRI
43 ans, infirmière, militante d'association laïque européenne, coordinatrice nationale de l'association Un jour pour l'Algérie.

13. DENIS COHEN
45 ans, technicien EDF, secrétaire national de fédération syndicale.

14. ANNICK MATTIGHELLO
47 ans, ouvrière métallurgiste, responsable départementale (Nord) et nationale du PCF, première vice-présidente du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, conseillère générale du Nord.

15. ROLAND FAVARO
63 ans, conseiller régional de Lorraine.

16. SOPHIE THONON
50 ans, avocate, engagée dans la défense des droits de l'Homme en Amérique latine.

17. MAXIME GREMETZ
58 ans, ouvrier métallurgiste, responsable national du PCF, député (Somme).

18. MONIQUE DENTAL
55 ans, ingénieure d'études, animatrice du collectif féministe Ruptures, responsable des activités «parité» de la CLEF, déléguée française au Lobby européen des femmes.

19. FRANÇOIS DESANTI
38 ans, animateur national des comités de lutte et de défense des chômeurs.

20. MICHELA FRIGIOLINI
30 ans, chargée de communication, Italienne en France, militante des droits des gays et lesbiennes.

21. JEAN-CLAUDE DANGLOT
48 ans, sapeur-pompier professionnel, responsable du PCF dans le Pas-de-Calais.

22. MALIKA ZEDIRI
38 ans, éducatrice, responsable nationale d'association de chômeurs et de lutte contre l'exclusion.

23. CATHY SAVEL
43 ans, animatrice de prévention CPAM, militante syndicale (Allier).

24. STANISLAS NORDEY
32 ans, metteur en scène, militant pour les sans-droits.

25. MIREILLE PERNOT
40 ans, employée PTT, conseillère régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur, conseillère municipale de Marseille.

26. CHRISTIAN FAVIER
48 ans, instituteur, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne.

27. TAMARA FISCHER
25 ans, fonctionnaire, militante du Parti pour le socialisme démocratique (PDS) (Allemagne).

28. MARIE-CHRISTINE GUISEPPI
47 ans, cadre, dirigeante d'une union mutualiste (Var).

29. NICOLE DELEPINE
53 ans, cancérologue pédiatre, responsable de la structure de cancérologie de l'adolescent de l'APHP (hôpital Avicenne, Seine-Saint-Denis).

30. AUDE LUMEAU-PRECEPTIS
26 ans, étudiante, membre du Conseil permanent de la jeunesse.

31. ISABELLE MAYER
42 ans, institutrice, responsable du PCF à Paris, adjointe au maire du 18e arrondissement.

32. JEAN-LOUIS JEGADEN
48 ans, ajusteur aux chantiers navals du Havre, militant syndical.

33. JEAN-PIERRE MASSIAS
37 ans, juriste, professeur d'université (Clermont-Ferrand).

34. DOMINIQUE GRADOR
46 ans, responsable départementale (Corrèze) et nationale du PCF, conseillère régionale du Limousin.

35. NICOLE ABAR
39 ans, cadre à France-Télécom, internationale de football, responsable d'une association de défense des droits des femmes dans le sport.

36. ISABELLE MASSON
31 ans, agent EDF, militante syndicale.

37. CHRISTOPHE HODÉ
26 ans, logisticien, secrétaire général du Mouvement des jeunes communistes.

38. JOSIANNE COLLERAIS
50 ans, employée, conseillère régionale de Languedoc-Roussillon.

39. EUGÈNE-HENRI MORÉ
30 ans, cadre, président d'Agir autrement, réseau citoyen dans les quartiers.

40. MARIE ESTRIPEAUT BOURJAC
48 ans, universitaire (Bordeaux).

41. DOMINIQUE BUCCHINI
56 ans, enseignant, conseiller territorial de Corse, conseiller général, maire de Sartène.

42. LOUIS BROCH
59 ans, cadre, maire de La Trinité (Alpes-Maritimes).

43. JEANINE DOREL-LE MOIGNE
57 ans, technicienne informatique, militante des droits de l'Homme (Var).

44. HELGA AMAIL-SCHODER
41 ans, dessinatrice industrielle, militante syndicaliste de la métallurgie allemande.

45. JEAN-MICHEL BODIN
50 ans, responsable national du PCF, vice-président du Conseil régional de la région Centre.

46. CÉLINE DENOYELLE
25 ans, cheminote, responsable de la Jeunesse communiste (Gironde).

47. JULIE MINOT
24 ans, étudiante, responsable nationale de l'Union des étudiants communistes.

48. DANY YSSORCHE
50 ans, enseignante, conseillère municipale de Périgueux (Dordogne).

49. GÉRARD LALOT
47 ans, dessinateur, responsable du PCF dans l'Aisne, conseiller régional de Picardie.

50. BERNADETTE TRIC
36 ans, technicienne chimiste, militante syndicale.

51. JEAN CORDILLOT
72 ans, retraité de l'enseignement, conseiller régional de Bourgogne, maire de Sens (Yonne).

52. SIMONE FAYAUD
50 ans, infirmière, responsable du PCF en Charente, conseillère régionale de Poitou-Charentes.

53. ÉLÉONORE BOURDEAUX
26 ans, actuellement en emploi-jeunes, militante d'association antiraciste.

54. PIERRE MATHIEU
44 ans, rédacteur, responsable du PCF dans l'Aube, conseiller régional de Champagne-Ardenne.

55. GREGORIO JIMENEZ ROMÁN
63 ans, retraité, responsable national d'association des Espagnols émigrés en France.

56. MERIEM DERKAOUI
43 ans, cadre, responsable d'association de solidarité aux femmes algériennes.

57. GÉRALDINE SOULOUMIAC
28 ans, doctorante en sociologie, syndicaliste étudiante.

58. GÉRARD LAHELLEC
45 ans, technicien, responsable du PCF dans les Côtes-d'Armor, conseiller régional de Bretagne.

59. MAGALI CHASTAGNER
23 ans, syndicaliste étudiante (Nîmes).

60. CLAUDE GODART
50 ans, technicien dans l'aéronautique, militant syndical.

61. MARIE-JEANNE GOBERT
45 ans, professeur, responsable du PCF dans le Calvados.

62. ZOHRA CHORFA
51 ans, employée, militante syndicale (Isère).

63. FRANCIS LAHAUT
52 ans, cadre, maire de Saint-Claude (Jura).

64. MICHÈLE PICAUD
51 ans, cadre supérieure infirmière, conseillère régionale des Pays de la Loire.

65. BECHIR BEN NAFLA, dit KAMEL
41 ans, comédien.

66. DANIEL BACHET
46 ans, économiste, maître de conférences (Evry).

67. ÉMILE CAPGRAS
73 ans, responsable du Parti communiste martiniquais, conseiller municipal du Robert, ancien président du Conseil régional de Martinique.

68. BERNARD LUBAT
53 ans, musicien.

69. ANNE-MARIE JUANABERRIA
55 ans, agricultrice (Aveyron).

70. MICHEL BELLETANTE
46 ans, metteur en scène, directeur d'équipement culturel à Pont-de-Claix (Isère).

71. JACQUELINE JACQUET
51 ans, cadre, conseillère générale de Bourges (Cher).

72. ANDRÉ GERIN
53 ans, technicien, député, maire de Vénissieux (Rhône).

73. ANDRÉ BENEDETTO
64 ans, auteur-acteur de théâtre.

74.DANIÈLLE GAIN
53 ans, agent artistique (Paris).

75. NADINE GARCIA
43 ans, cadre de compagnie d'assurance, animatrice d'un appel pour une réforme du secteur financier, conseillère générale des Hauts-de-Seine.

76. JEAN VAUTRIN
66 ans, écrivain.

77. YVES L'HELGOUAC'H
59 ans, responsable au Comité des pêches maritimes de Bretagne.

78. CATHERINE PUIG
42 ans, cadre, vice-présidente du Conseil général de Seine-Saint-Denis.

79. JEAN-CLAUDE PETIT
55 ans, compositeur, chef d'orchestre.

80. JACQUES MILLIEZ
56 ans, professeur de médecine (Paris).

81. ANNICK DAVISSE
59 ans, inspectrice pédagogique régionale, militante du sport et de l'enseignement.

82. JEAN FERRAT
68 ans, auteur-compositeur, interprète.

83. ALAIN BOCQUET
53 ans, éducateur spécialisé, député, maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord), président du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

84. ANNE DELBÉE
52 ans, metteur en scène, écrivain.

85. ROLAND CASTRO
58 ans, architecte.

86. MAURICE KRIEGEL-VALRIMONT
85 ans, résistant, député honoraire.

87. MARIE-GEORGE BUFFET
50 ans, ministre de la Jeunesse et des Sports, conseillère régionale d'Ile-de-France.

Dialoguer avec une candidate ou un candidat, prendre connaissance des propositions et initiatives de *Bouge l'Europe!*
On le peut sur le web : http://www.bouge-lEurope.org

imp. Gilbert Clarey

ILS SOUTIENNENT *Bouge l'Europe!*


A. Legarre

Le 12 mai, une vingtaine de personnalités ont annoncé la constitution d'un Comité national de parrainage aux candidats de la liste *Bouge l'Europe!* Il comprend d'ores et déjà plus d'un millier de personnes. On y relève notamment les noms de Djamel Allam, Isabelle Aubret, Pierre Bergé, Jacques Bidet, Paul Chemetov, Catherine Clément, Didier Daeninckx, Michelle Demessine, Richard Dethyre, Ababacar Diop, Jean-Claude Gayssot, Roger Hanin, Charles Hoarau, Jean-Loup Hubert, Idir, Jean-Pierre Kahane, Kijno, Hélène Langevin, Lise London, Albert Memmi, Mireille Mendès-France, Marc Nectar, Gilles Perrault, Ernest Pignon Ernest, Etienne Roda-Gil, Willy Ronis, Lucien Sève, Bernard Sobel, Jacques Texier...

Nom et prénom ____________________
n° rue ____________________
____
code postal ____________________
commune ____________________
(facultatif) âge ____________________
profession ____________________
entreprise ____________________

❒ je contribue à l'échange d'idées, en donnant mon opinion ou en demandant plus d'informations sur le sujet suivant :
____
____
____
____
____
____
____
____
____
____
____
____
____

(éventuellement)
Cette opinion ou question s'adresse plus particulièrement à :
____

❒ je souhaite être informé(e) des propositions et initiatives de la liste (éventuellement) et celles de la candidate ou du candidat suivant :
____
____

❒ **j'apporte mon soutien à la liste *Bouge l'Europe!* conduite par Robert Hue.**

❒ je contribue au financement de la liste. Je verse .... F
Chèque au nom de : Michel Duffour, mandataire financier de la liste *Bouge l'Europe!* Conformément à la loi, un reçu donnant droit à réduction d'impôt vous sera adressé.

❒ je suis d'accord pour faire quelque chose pour la liste. J'attends vos propositions.

Bouge l'Europe!
la liste conduite par Robert Hue
16, avenue Parmentier - 75011 Paris
Tél. 01 43 48 73 45 - Fax 01 43 48 76 11
e-mail : accueil@bouge-lEurope.org